

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3493

[2006/202853]

**13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers
pour la régénération des espèces feuillues et résineuses**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment l'article 200, 1^o, inséré par le décret du 17 décembre 1992;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 7 juillet 2005, le 12 décembre 2005 et le 15 février 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 avril 2006, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention est attribuée à la régénération naturelle ou artificielle d'espèces feuillues et résineuses.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donne pas lieu à l'octroi de la subvention, la régénération :

1^o de terrains qui sont soumis au régime forestier;

2^o de terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne;

3^o de terrains appartenant à des personnes de droit public belge, ou;

4^o de terrains agricoles exploités en faire valoir indirect.

Par ailleurs, la plantation de haies brise-vent et d'alignements ne fait pas l'objet du présent arrêté.

Art. 2. La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1^o l'espèce régénérée est mentionnée dans la liste des espèces subventionnées établie à l'annexe 1^{re};

2^o l'espèce régénérée doit être adaptée à la station. Les essences figurant à l'annexe 1^{re} qui, si l'on suit le "Fichier écologique des essences" édité par le Ministère de la Région wallonne, seraient exclues du secteur considéré, ne peuvent être l'objet de la présente demande;

3^o le drainage artificiel de la station concernée ou l'entretien d'un drainage existant est interdit;

4^o en cas de régénération artificielle, les plants sont de provenance recommandable. Les provenances belges et étrangères sont mentionnées au Dictionnaire des Provenances recommandables des essences édité par la Division de la Nature et des Forêts. Si pour une espèce, il n'existe pas ou plus de provenance recommandable, une autorisation pourra être accordée lors de la décision d'octroi de la subvention prévue à l'article 6;

5^o la régénération porte sur une superficie d'au moins 50 ares en plein ou par cellules d'au moins 25 m². La subvention est limitée à un maximum de 5 hectares par an et par titulaire de droit réel. Elle est portée à 10 ha pour les groupements forestiers. La plantation par cellules est subventionnée s'il existe un recrû de 3 mètres de haut au minimum entre les cellules;

6^o en ce qui concerne les terres reprises en zone agricole au plan de secteur, la surface minimale à boiser est fixée à 1 ha, lorsque les terres n'ont pas au moins ¼ de leur périmètre contigu à un boisement existant;

7^o en cas de régénération artificielle, les nombres minimum et maximum de plants par ha sont mentionnés à l'annexe 1 qu'ils soient plantés en plein ou par cellules;

8^o la régénération naturelle est composée de sujets d'une hauteur inférieure à 5 mètres;

9^o le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel s'est engagé dans une certification de la gestion durable des forêts, participant à un système reconnu au niveau international, à la date d'introduction de la demande pour les espèces résineuses. Pour les espèces feuillues, l'engagement dans une certification sera exigé pour toutes les demandes postérieures au 31 décembre 2007. Cette certification aura été délivrée par un organisme reconnu par un organisme officiel d'accréditation pour les audits environnementaux;

10^o sauf cas de force majeure, le bénéficiaire de la subvention doit maintenir ou garantir le maintien des lieux dans leur état boisé pendant vingt ans à partir de l'octroi de la subvention, à peine de remboursement de la somme réajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne.

Le Ministre ou son délégué est chargé d'assurer la publicité du Fichier écologique des essences et du Dictionnaire des provenances recommandables des essences édités par le Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. Toute demande de subvention est adressée dès la réalisation de l'ensemble des travaux subventionnables et, au plus tard, dans les trois mois de la date de la dernière facture concernant les travaux subventionnés, au directeur du centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La première facture pouvant être prise en compte ne peut être antérieure de plus de trois ans par rapport à la demande mais ne peut concerner que des travaux ayant fait l'objet d'une facture postérieure au 10 mai 2005. La demande indique les nom, prénoms et adresse du demandeur en indiquant la nature du droit réel et éventuellement de son mandataire.

Elle est accompagnée :

1° d'un extrait de carte topographique au 1/10.000^e, 1/20.000^e ou 1/25.000^e sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

2° d'un extrait de plan cadastral sur lequel les parcelles ou parties où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée sont entourées d'un trait rouge;

3° des renseignements suivants pour chaque parcelle :

— la surface par espèces ou ensemble d'espèces;

— la ou les espèces régénérées;

— en cas de régénération artificielle, la provenance et le nombre de plants par ha en mentionnant si la plantation est réalisée en plein ou par cellules;

4° du permis d'urbanisme, lorsqu'il est requis.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les dix jours.

Art. 4. Il ne peut être introduit qu'une demande par personne et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme ayant introduit la demande et non pas chacun des copropriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

Art. 5. Les membres du personnel de la Division de la Nature et des Forêts visitent les lieux faisant l'objet de la demande de subvention et y procèdent aux contrôles appropriés, après avertissement du demandeur.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 6. Le directeur du centre de la Division de la Nature et des Forêts saisi de la demande se prononce sur la demande de subvention dans le courant de la période, suivant les travaux de régénération, comprise entre le 1^{er} juin et le 31 octobre.

Le demandeur peut introduire par pli recommandé à la poste un recours auprès du Ministre ou de son délégué contre la décision de refus de subvention ou en cas d'absence de décision du directeur du centre pour le 31 octobre. Le Ministre ou son délégué dispose de soixante jours pour adresser notification de sa décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

Art. 7. § 1^{er}. En cas de régénération artificielle, la subvention est liquidée en une fois.

Elle correspond au total des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur.

Les pièces comptables sont plafonnées conformément à l'article 10 et accompagnées du document fournisseur relatif aux provenances émis par le pépiniériste.

Elle est liquidée après vérification de l'exécution des travaux par le directeur du centre ou son délégué si :

1° le taux de reprise est tel que le nombre minimum figurant à l'annexe 1^{re} est atteint. En vue d'atteindre ce taux de reprise, la liquidation pourra être reportée d'un an;

2° la parcelle régénérée est en bon état de végétation pour présenter de sérieuses garanties d'avenir.

§ 2. En cas de régénération naturelle, la subvention est liquidée en une seule fois si 60 % de la surface est couverte de semis, dont la densité correspond aux nombres de plants par hectare exigés en plantation à l'annexe 1^{re}.

Art. 8. Le tableau en annexe 1^{re} reprend les espèces subventionnées et pour chacune d'entre elles les nombres minimum et maximum de plants imposés par ha.

Toutefois, le nombre minimum de plants peut être réduit, lors de la décision d'octroi de la subvention prévue à l'article 6, si les plants possèdent une qualité génétique exceptionnelle, si des protections individuelles le justifient, ou en cas de plantation par cellules dans les futaies irrégulières.

Art. 9. Pour des raisons culturelles ou d'amélioration de la biodiversité, les régénérations naturelles ou artificielles d'espèces indigènes non reprises à l'annexe 1^{re} sont subsidiables aux montants prévus pour les autres feuillus conformément à l'article 10, §§ 2 et 3. Toutefois la subvention ne peut être accordée que pour un maximum de 20 % du nombre total des plants de la régénération de l'essence principale.

Ces régénérations ne sont prises en considération que si elles correspondent aux conditions édaphiques et climatiques locales.

Art. 10. § 1^{er}. Les types de travaux subventionnables sont les suivants :

1° la préparation du terrain à l'exclusion des traitements chimiques avant plantation ou régénération naturelle;

2° l'achat des plants, y compris le transport et la mise en jauge;

3° la plantation;

4° la protection contre le gibier;

5° le dépressage;

6° le premier dégageage mécanique ou manuel à l'exclusion de tout dégageage chimique.

§ 2. Le montant maximal par ha des subventions par travaux pris en compte à concurrence des factures fournies est repris en annexe 2.

§ 3. Le montant total de la subvention est plafonné à :

1° 3.200 euros/ha, (trois mille deux cents euros/ha) pour les chênes indigènes;

2° 1.600 euros/ha (mille six cents euros/ha) pour les autres feuillus y compris les espèces à vocation culturale;

3° 600 euros/ha pour les résineux à l'exclusion de l'épicéa.

Dans le cas de régénération à l'aide de plusieurs essences, le montant de la subvention est calculé au prorata du nombre de plants de chaque essence. Les plantations mélangées pied par pied avec l'épicéa sont prises en compte si cette espèce représente moins des deux tiers du nombre de pieds. Toutefois, la part des travaux relative à l'épicéa n'est pas subventionnée.

§ 4. Les montants maximaux établis au § 3 sont augmentés de 250 euros/ha (deux cent cinquante euros/ha) dans le cas où la demande émane d'un groupement forestier constitué conformément à la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers.

§ 5. Les montants maximaux établis au § 3 sont augmentés de 200 euros/ha (deux cents euros/ha) dans le cas de régénération de feuillus pour laquelle le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel s'est engagé dans une certification reconnue de la gestion durable des forêts à la date d'introduction de la demande. Cette disposition est valable jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 11. Dans le cas où l'octroi de la subvention est liée à une certification de la gestion durable conformément à l'article 2, 9°, ou à l'article 10, § 5, le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel doit rester certifié pendant une période de vingt ans débutant à la date de demande de subvention sous peine de remboursement de la subvention.

Art. 12. Pour des opérations de même nature, le présent arrêté n'est pas cumulable avec d'autres régimes d'aides existants.

Les demandes ayant fait l'objet d'un agrément conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2001 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses ne peuvent pas bénéficier de subventions en fonction du présent arrêté.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2001 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses est abrogé.

Art. 13. Le Ministre qui a les Forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE 1^{re}

TABLEAU — Espèces feuillues subventionnées

NOM Nbr. de plants/ha

Min.-Max.

Alisier torminal (*Sorbus torminalis*) 100 - 600

Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*) 1 000 - 2 000

Bouleau pubescent (*Betula pubescens*) 1 000 - 2 000

Bouleau verruqueux (*Betula pendula*) 1 000 - 2 000

Caryers (*Carya sp*) 100 - 600

Charme commun (*Carpinus betulus*) 1 000 - 2 500

Châtaignier (*Castanea sativa*) 1 000 - 2 500

Chêne pédonculé (*Quercus robur*) 1 000 - 2 500

Chêne rouge (*Quercus rubra*) 1 000 - 2 500

Chêne rouvre (*Quercus petraea*) 1 000 - 2 500

Erable sycomore ou (*plane Acer pseudoplatanus*) 1 000 - 2 000

Frêne commun (*Fraxinus excelsior*) 1 000 - 2 000

Hêtre commun (*Fagus sylvatica*) 1 600 - 3 300

Merisier (*Prunus avium*) 1 000 - 2 000

Noyer commun (*Juglans regia*) 100 - 600

Noyer hybride (*Juglans intermedia*) 100 - 600

Noyer noir (*Juglans nigra*) 100 - 600

Peuplier grisard (*Populus canescens*) 200 - 700

Peuplier tremble (*Populus tremula*) 200 - 700

Robinier faux acacia (*Robinia pseudacacia*) 1 000 - 2 000

Saule blanc (*Salix alba*) 1 000 - 2 000

Tilleul à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*) 1 000 - 2 000

Tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*) 1 000 - 2 000

Tulipier de Virginie (*Liriodendron tulipifera*) 100 - 600

TABLEAU — Espèces résineuses subventionnées

NOM Nbr. de plants/ha

Min.-Max.

Douglas vert (*Pseudotsuga menziesii*) 1 000 - 2 000Mélèze d'Europe (*Larix decidua*) 1 000 - 2 000Mélèze du Japon (*Larix Kaempferi*) 600 - 2 000Mélèze hybride (*Larix eurolepis*) 600 - 2 000Pin de Koekelare *Pinus nigra ssp. nigra var. koekelare*) 1 600 - 2 500Pin laricio de Corse (*Pinus nigra ssp. nigra var. corsicana*) 1 600 - 2 500Pin noir d'Autriche (*Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca*) 1 600 - 2 500Pin sylvestre (*Pinus sylvestris*) 1 600 - 2 500Sapin de Vancouver (*Abies grandis*) 1 000 - 2 000Sapin noble (*Abies procera*) 2 000 - 2 500Sapin pectiné (*Abies alba*) 2 000 - 2 500Thuya géant (*Thuja plicata*) 1 600 - 2 000Tsuga (*Tsuga heterophylla*) 1 600 - 2 000

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération des espèces feuillues et résineuses.

Namur, le 13 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE 2

Montant maximal des subventions par type de travaux exprimé en euros par ha

Travaux subventionnables	Chênes indigènes		Autres espèces	
Préparation terrain	500	(cinq cents)	300	(trois cents)
Plants	1 000	(mille)	550	(cinq cent cinquante)
Plantation	650	(six cent cinquante)	420	(quatre cent vingt)
Protection gibier	1 200	(mille deux cents)	800	(huit cents)
Dégagement	600	(six cents)	500	(cinq cents)
Dépressage	550	(cinq cent cinquante)	350	(trois cent cinquante)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération des espèces feuillues et résineuses.

Namur, le 13 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3493

[2006/202853]

**13. JULI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Gewährung eines Zuschusses
für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen an Privateigentümer**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Artikels 200 1°, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

Aufgrund der am 7. Juli 2005, am 12. Dezember 2005 und am 15. Februar 2006 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Februar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. April 2006 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Rahmen der Haushaltsmittel wird ein Zuschuss für die natürliche oder künstliche Regeneration von Laub- und Nadelbäumen gewährt.

Der Zuschuss wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuss wird nicht gewährt für die Regeneration:

1° von Grundstücken, die der Forstordnung unterliegen;

2° von Grundstücken, deren Bewirtschaftung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist;

3° von Grundstücken, die belgischen öffentlich-rechtlichen Personen gehören oder

4° von nicht in Eigenbewirtschaftung genutzten landwirtschaftlichen Grundstücken.

Zudem ist die Anpflanzung von Windschutzhecken und Baumreihen nicht Gegenstand des vorliegenden Erlasses.

Art. 2 - Der Zuschuss wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° die regenerierte Baumart wird in der in der Anlage 1 angeführten Liste der bezuschussten Baumarten erwähnt;

2° die regenerierte Baumart muss an die Station angepasst sein. Die in der Anlage 1 angeführten Baumarten, die bei Berücksichtigung der vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen "Ökologischen Datei der Arten" von dem betreffenden Bereich ausgeschlossen würden, können nicht Gegenstand des vorliegenden Antrags sein;

3° die künstliche Entwässerung der betreffenden Station oder die Instandhaltung einer bestehenden Entwässerungsanlage ist untersagt;

4° bei einer künstlichen Regeneration muss das Pflanzgut empfehlenswerter Herkunft sein. Die belgischen und ausländischen Herkünfte sind in dem von der Abteilung Natur und Forstwesen herausgegebenen Lexikon der empfehlenswerten Herkünfte der Arten aufgeführt. Wenn es für eine bestimmte Art keine empfehlenswerte Herkunft gibt bzw. mehr gibt, kann bei der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses laut Art. 6 eine Genehmigung gewährt werden;

5° die Regeneration bezieht sich auf eine Fläche von mindestens 50 Ar an einem Stück oder auf Zellen von mindestens 25 qm. Der Zuschuss ist auf eine Höchstfläche von 5 Hektar pro Jahr und pro Inhaber eines dinglichen Rechts begrenzt. Für die Forstbetriebsgemeinschaften wird diese Begrenzung auf 10 Hektar gebracht. Die Anpflanzung pro Zellen wird bezuschusst, wenn ein mindestens 3 Meter hoher Jungwuchs zwischen den Zellen besteht;

6° für die in einem Agrargebiet im Sinne des Sektorenplans gelegenen Flächen wird die zu bepflanzende Mindestfläche auf 1 Hektar festgelegt, wenn nicht wenigstens $\frac{1}{4}$ ihres Perimeters an eine bestehende Pflanzung grenzt;

7° für die künstliche Regeneration ist die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar in der Anlage 1 erwähnt, ob sie an einem Stück oder auf Zellen angepflanzt werden;

8° die natürliche Regeneration betrifft Stämme, die nicht höher als 5 Meter sind;

9° der Eigentümer oder der Inhaber eines dinglichen Rechtes, der sich am Datum der Einreichung des Antrags für Nadelbäume, zu einer Zertifizierung nachhaltiger Waldbewirtschaftung im Rahmen eines auf internationaler Ebene anerkannten Systems verpflichtet. Für die Laubbäume wird die Verpflichtung zu einer Zertifizierung für die gesamten nach dem 31. Dezember 2007 eingereichten Anträge erfordert. Diese Zertifizierung wird durch eine Einrichtung ausgestellt, die durch eine offizielle Akkreditierungseinrichtung für Umweltbetriebsprüfungen anerkannt ist.

10° außer bei höherer Gewalt muss der Antragsteller die Anpflanzung während 20 Jahren ab der Gewährung des Zuschusses erhalten oder garantieren, vorbehaltlich der Rückerstattung der aufgrund des Indexes der Verbraucherpreise angepassten Summe, wobei als Grundindex der Index gilt, der zum Zeitpunkt der Zahlung der Subvention durch die Wallonische Region gültig war.

Der Minister oder sein Vertreter wird mit der Bekanntmachung der ökologischen Datei der Arten und des Lexikons der empfehlenswerten Herkünfte der Arten beauftragt, die durch das Ministerium der Wallonischen Region herausgegeben werden.

Art. 3 - Jeder Bezuschussungsantrag wird unmittelbar nach der Durchführung der gesamten bezuschussbaren Arbeiten und spätestens innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der ersten Rechnung betreffend die bezuschussten Arbeiten an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, auf deren Gebiet der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist. Die erste Rechnung, die berücksichtigt werden kann, darf höchstens drei Jahre vor dem Datum des Antrags datiert werden. Diese Rechnung darf sich nur auf Arbeiten beziehen, die Gegenstand einer nach dem 10. Mai 2005 datierten Rechnung waren. In dem Antrag wird der Name, die Vornamen und die Anschrift des Antragstellers zusammen mit der Natur des dinglichen Rechts und ggf. seines Mandatträgers angegeben.

Dem Antrag wird folgendes beigelegt:

1° ein Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 1/20 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist sind;

2° ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, auf denen sich Anpflanzungen befinden, für die ein Zuschuss beantragt wird, rot eingekreist sind;

3° nachstehende Auskünfte für jede Parzelle:

— a) der Flächeninhalt pro Baumart bzw. Gruppe von Baumarten;

— die regenerierte Baumart(en);

— im Fall einer künstlichen Regeneration die Herkunft und die Anzahl Jungpflanzen pro Ha, wobei angegeben wird, ob die Anpflanzung an einem Stück oder auf Zellen durchgeführt wird;

4° die Städtebaugenehmigung, falls diese erforderlich ist.

Dem Antragsteller wird innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

Art. 4 - Es darf nur ein Antrag pro Empfänger und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Empfänger betrachtet, und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

Art. 5 - Nach Benachrichtigung des Empfängers besichtigt das Personal der Abteilung Natur und Forstwesen das Gelände, das Gegenstand des Zuschussantrags ist, und führt das geeignete Kontrollverfahren durch.

Wenn der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird ihm der Zuschuss verweigert.

Art. 6 - Der Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen, bei dem der Antrag eingegangen ist, entscheidet über den Zuschussantrag innerhalb des Zeitraums nach den Regenerationsarbeiten zwischen dem 1. Juni und dem 31. Oktober.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei dem Minister oder dessen Vertreter gegen die Verweigerung der Bezuschussung oder gegen die Tatsache, dass der Direktor des Zentrums für den 31. Oktober keine Entscheidung getroffen hat, eine Berufung einzulegen. Der Minister oder dessen Vertreter verfügt über 60 Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen.

Art. 7 - § 1 - Bei der künstlichen Regeneration wird der Zuschuss in einem Mal ausgezahlt:

Er entspricht dem Gesamtbetrag der beglichenen Rechnungen und/oder der durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettel.

Die Buchungsbelege werden gemäß Artikel 10 auf einen Höchstbetrag begrenzt und mit dem vom Baumschulgärtner ausgestellten Lieferdokument über die Herkünfte versehen.

Nach Überprüfung der Durchführung der Arbeiten durch den Direktor des Zentrums oder seinen Bevollmächtigten wird der Zuschuss ausgezahlt, wenn:

1° die Anwurzelung mindestens die in der Anlage 1 genannte Zahl erreicht. Um diesen Anwurzelungssatz zu erreichen, besteht die Möglichkeit, die Auszahlung um ein Jahr auszusetzen;

2° die regenerierte Parzelle sich in einem guten Vegetationszustand befindet, um gute Zukunftsaussichten zu gewährleisten.

§ 2 - Bei der natürlichen Regeneration wird der Zuschuss in einem Mal ausgezahlt, wenn 60% der Fläche angepflanzt wurden. Hierbei muss die Dichte der Anpflanzung der in der Anlage 1 angeforderten Anzahl Stämme pro Ar entsprechen.

Art. 8 - Die Tabelle in der Anlage 1 führt die bezuschussten Arten an, sowie für jede dieser Arten die Mindest- und Höchstanzahl Jungpflanzen die pro Ha zu pflanzen sind.

Die Mindestanzahl Jungpflanzen kann jedoch bei der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses gemäß Art. 6 verringert werden, wenn sie von außergewöhnlicher genetischer Qualität sind, wenn individuelle Schutzmaßnahmen dies rechtfertigen, oder im Falle von Anpflanzungen auf Zellen in den ungleichförmigen Hochwäldern.

Art. 9 - Aus Gründen der Baumkultur und der Verbesserung der Artenvielfalt sind die natürlichen oder künstlichen Regenerationen von nicht in der Anlage 1 angeführten heimischen Baumarten bezuschussbar in Höhe der Beträge, die gemäß Artikel 10, §§ 2 und 3 für die übrigen Laubbaumarten vorgesehen sind. Diese Bezuschussung wird jedoch für maximal 20% der Gesamtanzahl der Jungpflanzen der Regeneration der wichtigsten Art gewährt.

Diese Regenerationen werden nur dann berücksichtigt, wenn sie den lokalen bodenbedingten und klimatischen Bedingungen entsprechen.

Art. 10 - § 1 - Folgende Arten von Arbeiten sind bezuschussbar:

1° die Vorbereitung des Bodens vor der Anpflanzung oder der natürlichen Regeneration mit Ausnahme chemischer Behandlungsverfahren;

2° der Ankauf von Jungpflanzen, einschließlich der Transport und die Aufbewahrung im Einschlag;

3° die Anpflanzung;

4° der Schutz gegen Wildschäden;

5° die Auflichtung;

6° die erste mechanische oder manuelle Auflockerung, mit Ausnahme jegliches chemischen Auflockerungsverfahrens.

§ 2 - Der Höchstbetrag der Zuschüsse je Hektar für die berücksichtigten Arbeiten in Höhe der vorgelegten Rechnungen wird in der Anlage 2 angegeben.

§ 3 - Der Höchstbetrag des Zuschusses wird auf folgende Summen begrenzt:

1° 3.200 Euro/ha (dreitausendzweihundert Euro/Hektar) für die einheimische Eiche;

2° 1.600 Euro/ha (tausendsechshundert Euro/Hektar) für die sonstigen Laubbaumarten, einschließlich der Anbauarten;

3° 600 Euro/ha für die Nadelbäume mit Ausnahme der Fichte.

Im Fall einer Regeneration mittels mehrerer Arten wird der Betrag des Zuschusses im Verhältnis zu der Anzahl Pflanzen jeder Art berechnet. Die mit der Fichte einzeln gemischten Anpflanzungen werden berücksichtigt, wenn diese Art weniger als zwei Drittel der Anzahl Pflanzen ausmacht. Der Anteil der Arbeiten betreffend die Fichte wird jedoch nicht bezuschusst.

§ 4 - Falls der Antrag von einer gemäß dem Gesetz vom 6. Mai 1999 zur Förderung der Gründung von zivilrechtlichen Gesellschaften von Forstbetriebsgemeinschaften gegründeten Forstbetriebsgemeinschaft ausgeht, werden die in § 3 festgelegten Beträge um einen zusätzlichen Betrag von 125 Euro pro Hektar (hundertfünfundzwanzig Euro) erhöht.

§ 5 - Die in § 3 festgelegten Höchstsätze werden um 200 Euro/ha (zweihundert Euro/ha) erhöht, wenn der Eigentümer oder der Inhaber eines dinglichen Rechtes sich zu einer Zertifizierung nachhaltiger Waldbewirtschaftung am Datum der Einreichung des Antrags verpflichtet. Diese Bestimmung gilt bis zum 31. Dezember 2007.

Art. 11 - Wenn die Gewährung des Zuschusses gemäß Artikel 2 9° oder Artikel 10 § 5 mit einer Zertifizierung nachhaltiger Waldverwaltung gebunden ist, muss der Eigentümer oder der Inhaber eines dinglichen Rechtes im Laufe eines Zeitraums von zwanzig Jahren, der am Datum des Antrags auf Zuschuss beginnt, unter Gefahr der Rückerstattung des Zuschusses zertifiziert bleiben.

Art. 12 - Für Maßnahmen gleicher Natur ist der vorliegende Erlass nicht mit anderen bestehenden Unterstützungsmaßnahmen kumulierbar.

Für die Anträge, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2001 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen Gegenstand einer Genehmigung worden sind, können gemäß im Rahmen des vorliegenden Erlasses keine Zuschüsse gewährt werden.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2001 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen wird aufgehoben.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE 1

TABELLE — Bezuschusste Laubbaumarten

NAME	Anzahl von Jungpflanzen/ha	Mindestens-Höchstens
Elsbeerbaum (<i>Sorbus torminalis</i>)	100 - 600	
Schwarzerle (<i>Alnus glutinosa</i>)	1 000 - 2 000	
Moorbirke (<i>Betula pubescens</i>)	1 000 - 2 000	
Weißbirke (<i>Betula pendula</i>)	1 000 - 2 000	
Hickorybaum (<i>Carya sp</i>)	100 - 600	
Weißbuche (<i>Carpinus betulus</i>)	1 000 - 2 500	
Edelkastanie (<i>Castanea sativa</i>)	1 000 - 2 500	
Stieleiche (<i>Quercus robur</i>)	1 000 - 2 500	
Roteiche (<i>Quercus rubra</i>)	1 000 - 2 500	
Wintereiche (<i>Quercus petraea</i>)	1 000 - 2 500	
Spitzahorn (<i>Acer pseudoplatanus</i>)	1 000 - 2 000	
gemeine Esche (<i>Fraxinus excelsior</i>)	1 000 - 2 000	
gemeine Buche (<i>Fagus sylvatica</i>)	1 600 - 3 300	
Wildkirsche (<i>Prunus avium</i>)	1 000 - 2 000	
Gemeiner Walnussbaum (<i>Juglans regia</i>)	100 - 600	
Hybridwalnussbaum (<i>Juglans intermedia</i>)	100 - 600	
schwarzer Walnussbaum (<i>Juglans nigra</i>)	100 - 600	
Graupappel (<i>Populus canescens</i>)	200 - 700	
Zitterpappel (<i>Populus tremula</i>)	200 - 700	
Scheinakazie (<i>Robinia pseudacacia</i>)	1 000 - 2 000	
Silberweide (<i>Salix alba</i>)	1 000 - 2 000	
Sommerlinde (<i>Tilia platyphyllos</i>)	1 000 - 2 000	
Winterlinde (<i>Tilia cordata</i>)	1 000 - 2 000	
Tulpenbaum (<i>Liriodendron tulipifera</i>)	100 - 600	

TABELLE — Bezuschusste Nadelbaumarten

NAME	Anzahl von Jungpflanzen/Ha
Mindestens-Höchstens	
Douglasie (<i>Pseudotsuga menziesii</i>)	1 000 - 2 000
Europäische Lärche (<i>Larix decidua</i>)	1 000 - 2 000
Japanische Lärche (<i>Larix Kaempferi</i>)	600 - 2 000
Hybridlärche (<i>Larix eurolepis</i>)	600 - 2 000
Koekelarekiefer (<i>Pinus nigra ssp. nigra var. koekelare</i>)	1 600 - 2 500
Korsiche Kiefer (<i>Pinus nigra ssp. nigra var. corsicana</i>)	1 600 - 2 500
Schwarzkiefer (<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca</i>)	1 600 - 2 500
Gemeine Kiefer (<i>Pinus sylvestris</i>)	1 600 - 2 500
Großtanne (<i>Abies grandis</i>)	1 000 - 2 000
Edeltanne (<i>Abies procera</i>)	2 000 - 2 500
Weißtanne (<i>Abies alba</i>)	2 000 - 2 500
Riesenlebensbaum (<i>Thuja plicata</i>)	1 600 - 2 000
Kalifornische Hemlockstanne (<i>Tsuga heterophylla</i>)	1 600 - 2 000

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 über die Gewährung eines Zuschusses für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen an Privateigentümer beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juli 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE 2

Höchstbetrag der Zuschüsse je nach Art der Arbeiten, in Euro per ha

Bezuschussbare Arbeiten	Einheimische Eiche		Sonstige Arten	
Vorbereitung des Bodens	500	(fünfhundert)	300	(dreihundert)
Jungpflanzen	1 000	(tausend)	550	(fünfhundertfünfzig)
Anpflanzung	650	(sechshundertfünfzig)	420	(vierhundertzwanzig)
Schutz vor Wildschäden	1 200	(tausendzweihundert)	800	(achthundert)
Auflockerung	600	(sechshundert)	500	(fünfhundert)
Auflichtung	550	(fünfhundertfünfzig)	350	(dreihundertfünfzig)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 über die Gewährung eines Zuschusses für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen an Privateigentümer beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juli 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 3493

[2006/202853]

**13 JULI 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars
voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 200, 1, ingevoegd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 2005, 12 december 2005 en 15 februari 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 april 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt er een toelage toegekend voor de natuurlijke of kunstmatige verjonging van loofboom- en naaldboombestanden.

De toelage wordt toegekend aan eigenaars van terreinen die in het Waalse Gewest liggen of aan de titularis van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

Er wordt geen toelage toegekend voor de verjonging :

1° van terreinen onder bosregeling;

2° van terreinen waarvan het beheer in een overeenkomst met de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest vastligt;

3° van terreinen die het eigendom zijn van Belgische publiekrechtelijke personen, of

4° van landbouwgronden uitgbaat met onrechtstreeks inkomen.

Dit besluit slaat evenmin op het planten van windschermheggen of van bomenrijen.

Art. 2. De toelage wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° het verjongde soort staat vermeld op de lijst van gesubsidieerde boomsoorten in bijlage 1;

2° het verjongde soort moet aangepast zijn aan het groeigebied. Voor de in bijlage 1 vermelde soorten die volgens het "Fichier écologique des essences", uitgegeven door het Waalse Gewest, uit het betrokken gebied uitgesloten zouden zijn, mag deze aanvraag niet worden ingediend;

3° de kunstmatige afwatering van het betrokken gebied of het onderhoud van een bestaand afwateringssysteem is verboden;

4° in geval van kunstmatige verjonging moeten de planten van betrouwbare herkomst zijn. De Belgische en buitenlandse herkomsten zijn opgenomen in het "Dictionnaire des Provenances recommandables des essences" uitgegeven door de Afdeling Natuur en Bossen. Indien er voor een boomsoort geen betrouwbare herkomst (meer) bestaat, kan een toelating worden afgeleverd bij de beslissing om de toelage voorzien bij artikel 6 toe te kennen;

5° de te verjongen oppervlakte beslaat minstens 50 aren uit één stuk of per cel van minstens 25 m². De toelage is beperkt tot een maximum van 5 hectaren per jaar en per houder van een zakelijk recht. Bij bosgroeperingen wordt de toelage gebracht op 10 hectaren. De aanplanting per cel wordt gesubsidieerd indien een uitstoeeling van minstens 3 meter hoog tussen de cellen bestaat;

6° wat betreft de gronden die op het gewestplan als landbouwgebied zijn ingekleurd, wordt de te bebossen minimumoppervlakte vastgesteld op 1 ha indien bedoelde gronden niet over minstens één kwart van hun omtrek aan een bestaand bos aangrenzen;

7° bij kunstmatige verjonging wordt het minimum- en maximaantal planten per ha vermeld in bijlage 1 ongeacht of ze uit één stuk of per cel aangeplant zijn;

8° de natuurlijke verjonging bestaat uit stammen die niet hoger zijn dan vijf meter;

9° de eigenaar of titularis van een zakelijk recht heeft zich ertoe verbonden, op de indieningsdatum van de aanvraag betreffende naaldboomsoorten, in te stappen in de certificering van het duurzame beheer van bossen door deel te nemen aan een internationaal erkend stelsel. Wat loofboomsoorten betreft is het instappen in genoemde certificering vereist voor alle aanvragen ingediend na 31 december 2007. Die certificering wordt afgegeven door een instelling die zelf erkend is door een officiële erkenningsinstelling voor milieuaudits;

10° behoudens overmacht moet de toelagerechtigde de bebossing behouden of garanderen dat het areaal bebost blijft gedurende twintig jaar te rekenen van de toekenning van de toelage op straffe van terugbetaling van het bedrag na aanpassing ervan aan de hand van het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij het cijfer dat van kracht was op het ogenblik dat het Waalse Gewest de uitbetaling verrichtte, als uitgangspunt wordt genomen.

De Minister of diens afgevaardigde zijn belast met de bekendmaking van het "Fichier écologique des essences" en het "Dictionnaire des Provenances recommandables des essences" die beide door het Ministerie van het Waalse Gewest worden uitgegeven.

Art. 3. Elke toelageaanvraag wordt gericht vanaf de uitvoering van het geheel van de subsidieerbare werken en uiterlijk binnen drie maanden te rekenen van de datum van de laatste factuur betreffende de gesubsidieerde werken, aan de directeur van het centrum van de Afdeling Natuur en Bossen waar het eigendom of in voorkomend geval het merendeel daarvan zich bevindt. De eerste factuur die in acht kan worden genomen kan niet later zijn dan drie jaar i.v.t. de aanvraag en betreft enkel werken die uiterlijk 10 mei 2005 het voorwerp hebben uitgemaakt van een factuur. Op de aanvraag worden de naam, de voornamen en het adres van de aanvrager vermeld, evenals de aard van het zakelijk recht en in voorkomend geval van diens gemachtigde.

Daarbij worden gevoegd :

1° een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10 000e, 1/20 000e of 1/25 000e waarop het betrokken perceel of de betrokken percelen met een rode rand worden aangeduid;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of delen ervan met de bestanden waarvoor een toelage wordt aangevraagd, met een rode rand zijn aangeduid;

3° de volgende inlichtingen voor ieder perceel :

— de oppervlakte per soort of per geheel van soorten;

— de verjongde soort(en);

— bij kunstmatige verjonging, de afkomst en het aantal planten per ha met vermelding of de aanplanting uitgevoerd wordt uit één stuk of percel;

4° de stedenbouwkundige vergunning indien vereist.

De aanvrager wordt binnen tien dagen een bericht van ontvangst opgestuurd.

Art. 4. Er mag slechts één aanvraag per persoon en per kalenderjaar worden ingediend. In geval van onverdeeldheid wordt die laatste, en niet iedere medeëigenaar afzonderlijk, als indiener van de aanvraag beschouwd. Elke aanvraag mag betrekking hebben op één of verschillende percelen.

Art. 5. De personeelsleden van de Afdeling Natuur en Bossen leggen een bezoek ter plaatse af voor elke toelagetaanvraag en na de aanvrager daarover te hebben ingelicht, voeren ze de nodige controles uit.

Bij weigering door de aanvrager of indien hij de toepassing van dit artikel bemoeilijkt, wordt de toelage geweigerd.

Art. 6. De directeur van het centrum van de Afdeling Natuur en Bossen waar de toelagetaanvraag werd ingediend, beslist daarover tijdens de periode volgend op de verjongingswerken, nl. tussen 1 juni en 31 oktober.

De aanvrager mag bij een ter post aangetekende brief een beroep indienen bij de Minister of diens afgevaardigde tegen de beslissing om de toelage te weigeren of indien er geen beslissing getroffen werd door de directeur van het centrum op 31 oktober. De Minister of diens afgevaardigde beschikt over zestig dagen om de aanvrager kennis te geven van de beslissing, bij een ter post aangetekende brief.

Art. 7. § 1. In geval van kunstmatige verjonging wordt de toelage in één enkele keer uitbetaald.

Ze stemt overeen met het totaal van de gekwiteerde facturen en/of van de loonstrookjes die door de aanvrager voor eensluidend verklaard zijn.

De boekhoudkundige stukken worden beperkt overeenkomstig artikel 10 en vergezeld van het door de boomkweker afgeleverde document van de leverancier betreffende de afkomsten.

Ze wordt uitbetaald na verificatie van de uitvoering van de werken door de directeur van het centrum of zijn afgevaardigde indien :

1° een zodanig groeicijfer wordt behaald dat het minimumaantal waarvan sprake in bijlage 1 is bereikt. Om dat groeicijfer te bereiken, kan de uitbetaling met één jaar worden uitgesteld;

2° het verjongde perceel zich in een goede staat van groei bevindt om ernstige waarborgen voor de toekomst te bieden.

§ 2. Bij natuurlijke verjonging wordt de toelage in één enkele keer uitbetaald indien de oppervlakte voor 60 % bedekt is met jonge planten waarbij de dichtheid overeen moet stemmen met het aantal planten per ha dat in de beplanting is vereist overeenkomstig bijlage 1.

Art. 8. In de tabel in bijlage I staan de soorten vermeld die voor toelage in aanmerking komen en voor elke soort het minimum- en maximumaantal dat per ha moet worden aangeplant.

Het minimumaantal planten kan evenwel worden verminderd bij de beslissing om de toelage voorzien in artikel 6 toe te kennen, indien de planten van uitzonderlijke genetische kwaliteit zijn, indien individuele beschermingen nodig zijn of in geval van aanplanting per cel in de onregelmatige hoogstammige bomen.

Art. 9. Om bebouwingsredenen of voor de verbetering van de biodiversiteit komen de natuurlijke of kunstmatige verjongingen van niet in bijlage I vermelde inheemse boomsoorten in aanmerking voor toelagen ten belope van bedragen voorzien voor de andere loofbomen overeenkomstig artikel 10, §§ 2 en 3. De toelage wordt echter toegekend voor maximum 20 % van het totaal aantal planten van de verjonging van de belangrijkste soorten.

Er wordt enkel rekening gehouden met die verjongingen indien zij overeenstemmen met de plaatselijke edafische en weersomstandigheden.

Art. 10. § 1. De verschillende werken die in aanmerking komen voor toelage zijn de volgende :

1° de voorbereiding van de grond vóór de aanplanting of de natuurlijke verjonging met uitsluiting van de scheikundige behandeling;

2° de aankoop van planten, daarbij inbegrepen het vervoer en het greppelen;

3° de aanplanting;

4° de bescherming tegen het wild;

5° de zuivering;

6° de eerste mechanische of manuele verwijdering met uitzondering van elke chemische verwijdering.

§ 2. Het maximumbedrag per ha van de toelagen per in aanmerking komende verrichting ten belope van de voorgelegde facturen staat vermeld in bijlage 2.

§ 3. Het totaalbedrag van de toelage is beperkt tot :

1° 3.200 euro/ha (drieduizend tweehonderd euro/ha) voor de inlandse eik;

2° 1.600 euro/ha (duizend zeshonderd euro/ha) voor de andere loofbomen daarin inbegrepen de bebouwingssoorten;

3° 600 euro/ha voor naaldboomsoorten met uitzondering van de gewone spar.

Bij verjonging door verschillende boomsoorten wordt de toelage berekend naar rata van het aantal planten per soort. De met spar individueel gemengde aanplantingen worden in aanmerking genomen als die soort minder dan twee derde van het aantal stammen vormt. Evenwel wordt het gedeelte van de werken betreffende de spar niet gesubsidieerd.

§ 4. De in § 3 vastgestelde maximumbedragen worden met 250 euro/ha (tweehonderd vijftig euro/ha) verhoogd indien de aanvraag ingediend wordt door een bosgroepering die is opgericht overeenkomstig de wet van 6 mei 1999 ter bevordering van de oprichting van burgerlijke bosgroeperingsvennootschappen.

§ 5. De in § 3 vastgestelde maximumbedragen worden met 200 euro/ha (tweehonderd euro/ha) verhoogd bij verjonging van loofbomen waarvoor de eigenaar of de titularis van een zakelijk recht is ingestapt in een erkende certificering van het duurzame beheer van bossen op de indieningsdatum van de aanvraag. Deze bepaling blijft geldig tot 31 december 2007.

Art. 11. Wanneer de toekenning van de toelage verbonden is met een certificering van het duurzame beheer overeenkomstig artikel 2, 9°, of artikel 10, § 5, moet de eigenaar of de titularis van een zakelijk recht, op straffe van terugbetaling van de toelage, gecertificeerd blijven tijdens een periode van twintig jaar die ingaat op de datum van de toelageaanvraag.

Art. 12. Dit besluit is niet cumuleerbaar met andere bestaande steunregelingen voor gelijkaardige werken.

De aanvragen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een erkenning overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2001 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten, komen niet in aanmerking voor toelagen overeenkomstig dit besluit.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2001 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten wordt opgeheven.

Art. 14. De Minister bevoegd voor de Bossen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN.

BIJLAGE 1

TABEL — Gesubsidieerde loofboomsoorten

NAAM	Aantal planten/ha
Min.-Max.	
Elsbes (<i>Sorbus torminalis</i>)	100 - 600
Zwarte els (<i>Alnus glutinosa</i>)	1 000 - 2 000
Zachte berk (<i>Betula pubescens</i>)	1 000 - 2 000
Ruwe berk (<i>Betula pendula</i>)	1 000 - 2 000
Bitternoot (<i>Carya sp</i>)	100 - 600
Haagbeuk (<i>Carpinus betulus</i>)	1 000 - 2 500
Tamme kastanje (<i>Castanea sativa</i>)	1 000 - 2 500
Zomereik (<i>Quercus robur</i>)	1 000 - 2 500
Amerikaanse eik (<i>Quercus rubra</i>)	1 000 - 2 500
Wintereik (<i>Quercus petraea</i>)	1 000 - 2 500
Gewone esdoorn (<i>Acer pseudoplatanus</i>)	1 000 - 2 000
Es (<i>Fraxinus excelsior</i>)	1 000 - 2 000
Beuk (<i>Fagus sylvatica</i>)	1 600 - 3 300
Zoete kers (<i>Prunus avium</i>)	1 000 - 2 000
Notenboom (<i>Juglans regia</i>)	100 - 600
Hybride notenboom (<i>Juglans intermedia</i>)	100 - 600
Zwarte walnoot (<i>Juglans nigra</i>)	100 - 600
Grauwe abeel (<i>Populus canescens</i>)	200 - 700
Interamerikaanse populieren (<i>Populus interamericana</i>)	200 - 700
Gewone robinia (<i>Robinia pseudacacia</i>)	1 000 - 2 000
Schietwilg (<i>Salix alba</i>)	1 000 - 2 000
Grootbladige linde (<i>Tilia platyphyllos</i>)	1 000 - 2 000
Kleinbladige linde (<i>Tilia cordata</i>)	1 000 - 2 000
Tulpeboom (<i>Liriodendron tulipifera</i>)	100 - 600

TABEL — Gesubsidieerde naaldboomsoorten

NAAM Aantal planten/ha

Min.-Max.

Groene Douglas (*Pseudotsuga menziesii*) 1 000 - 2 000Europese lork (*Larix decidua*) 1 000 - 2 000Japanse lork (*Larix kaempferi*) 600 - 2 000Hybride lork (*Larix eurolepis*) 600 - 2 000Koekelare den (*Pinus nigra ssp. nigra var. koekelare*) 1 600 - 2 500Corsicaanse den (*Pinus nigra ssp. nigra var. corsicana*) 1 600 - 2 500Zwarte Oostenrijkse den (*Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca*) 1 600 - 2 500Gewone den (*Pinus sylvestris*) 1 600 - 2 500Reuzen Zilverden Vancouverden (*Abies grandis*) 1 000 - 2 000Veredelde den (*Abies procera*) 2 000 - 2 500Zilverden (*Abies alba*) 2 000 - 2 500Reuzen levensboom (*Thuja plicata*) 1 600 - 2 000(Westerse) Helmlock (*Tsuga heterophylla*) 1 600 - 2 000

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE 2

Maximumbedrag van de toelagen per type verrichting, uitgedrukt in euro per ha

Subsidieerbare werken	Inlandse eik		Andere soorten	
Vorbereiding terrein	500	(vijfhonderd)	300	(driehonderd)
Planten	1 000	(duizend)	550	(vijfhonderd vijftig)
Aanplanting	650	(zeshonderd vijftig)	420	(vierhonderd twintig)
Bescherming tegen wild	1 200	(duizend tweehonderd)	800	(achthonderd)
Verwijdering	600	(zeshonderd)	500	(vijfhonderd)
Zuivering	550	(vijfhonderd vijftig)	350	(driehonderd vijftig)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3494

[2006/202897]

**31 AOÛT 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant clôture de la session 2005-2006 du Parlement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 32, tel que modifié;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. La session 2005-2006 du Parlement wallon est close le 19 septembre 2006 au soir.**Art. 2.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO